N°26 ● Vendredi 4 juin 2021

cerises la coopérative

Humeur de Cerises

La biodiversité n'est pas nécessaire que pour la nature ; bactéries et autres microbes aident à renforcer les systèmes immunitaires de l'être humain. Laisser nos corps s'exposer aux micro-organismes (en complément d'éventuels vaccins) : bien mieux que les savons bactéricides ! La saleté propre : une nouvelle écologie sanitaire ?

Selon les professionnels concernés, pendant les confinements la chirurgie esthétique a augmenté de 20 à 30% ; mais les soins bucco-dentaires et les lavages de dents ont chuté…. Le teint frais, mais pas l'haleine ?

En enquêtant sur l'empoisonnement de l'ours Cachou en Hautes-Pyrénées, la police a mis à jour un trafic… de cocaïne. Parmi les personnes soupçonnées : un ancien maire et un ancien conseiller général. Drôle de cachet !

A Marseille (mais on peut trouver dans d'autres villes) près d'un tiers de l'espace public est occupé par des résidences où vivent, sous bonnes clôtures, des gens aisés. Encore un cas de séparatisme ?

Agenda militant

Lundi 7 juin
Journée d'action pour la levée des brevets

Samedi 12 juin
Manifestations pour les libertés, contre les idées d'extrême droite

Samedi 12 juin
Montpellier Salle Rabelais
Les résonances de la Commune
La Carmagnole

Palestine : hors du droit internationnal ?

Plusieurs rapports ont confirmé la situation abominable subie par le peuple palestinien. L'apartheid qui sévit en Palestine ne date pas d'aujourd'hui ; la mainmise de l'État d'Israël sur l'activité économique et le commerce palestinien non plus. Tous les vendredis des frappes de Tsahal s'en prennent à la bande de Gaza. Sous prétexte de riposter au Hamas ; et ce sont les populations qui trinquent.

Malgré les mobilisations partout dans le monde, la situation ne cesse de se dégrader. Le gouvernement israélien penche de plus en plus vers l'extrême-droite. La France a abandonné toute « politique arabe » et le macronisme se fait aujourd'hui complice de l'extrême-droite israélienne et, dans le même temps, s'accommode des pires dictatures comme en Égypte.

Des années d'effort ne peuvent donc masquer la gravité de la situation. D'une certaine façon, ce qui se passe en Palestine est significatif de l'état du monde et de ses brutales inhumanités.

Peut-on ignorer que 90% de la population serait vaccinée en Israël, mais moins d'1% en Palestine ? Et rappeler qu'il y a dix doses de vaccin disponibles pour un américain, mais 0,1 pour un nigérian ?

Doit-on se satisfaire de déclarations, fort justes, de l'ONU qui auraient pu régler la situation alors que rien de concret ne s'en suit ?

Autant divers parlements poussent à considérer comme antisémite toute critique visant Israël et sa politique guerrière, autant Israël semble désormais exonéré du droit international : ne serait-ce pas ici aussi une forme d'antisémitisme ? D'aucuns diraient séparatisme ?

Dans cette même partie du monde, avec un même gouvernement autoritaire voire d'extrême-droite, faut-il accepter que la Turquie comme Israël deviennent des zones de non droit international ? Faut-il tolérer les pas de deux hypocrites des dirigeants occidentaux et de la Communauté européenne ?

A ce « laxisme » de la communauté internationale, peut-on opposer (ou le conforter ?) les actes liberticides de Macron, dont l'interdiction de la manifestation parisienne ? Si l'on peut se féliciter au cas précis d'un communiqué intersyndical, on ne peut que constater que la plupart des « grandes organisations » ont cédé face à cette interdiction : quelle riposte alors?

Bref, alors qu'on ne manque pas d'offensives antichinoises, très vives au plan commercial, doit-on conclure que le capitalisme mondialisé ne serait pas (plus ?) en mesure d'imposer une concurrence libre et non faussée, des libertés et des échanges partout y compris au Moyen-Orient ? Pourquoi ne pourrait-il pas réagir ?

Post-capitalisme ou barbarie ? L'incapacité ou la politique du pire dont semble s'accommoder les classes dirigeantes du monde meurtrit les peuples. La jeunesse asiatique, les femmes et la société civile chilienne, les ouvriers et paysans indiens, entre autres, nous confirment que rien n'est inéluctable. Même pas le pire ! ●

Patrick Vassallo

Un refus de plus en plus indécent

Les 8 et 9 juin prochains, une nouvelle réunion de l'OMC se tient qui va réexaminer la demande de levée des brevets sur les vaccins anti-covid. A l'heure où l'Inde est en train de subir une terrible vague de contaminations et de décès, un nouveau refus serait totalement indécent.

Résumons : l'Afrique du Sud, l'Inde et plus de 100 états demandent cette levée des brevets, les citoyens.nes du monde y sont majoritairement favorables, Biden annonce son soutien, le Parlement Européen vote pour, un nouvel appel international de 200 organisations des 5 continents et de 49 pays l'exige.

Macron, Merkel et les financiers des Big-Pharma seront-ils les derniers à défendre becs et ongles les brevets ? Si l'argument qu'ils nous opposent c'est le problème des capacités de production, comment se fait-il que de nouvelles unités de production n'aient pas été construites en France ? Comment se fait-il que celles qui existent en Afrique et en Asie n'aient pas la possibilité de produire les vaccins?

Pourtant quand il y a des profits à la clef… Moderna, petite société de biotechnologie sans aucune capacité de production industrielle, dont l'usine de Norwood dans le Massachusetts peine à fournir les doses pour ses essais cliniques, reçoit 483 millions de dollars d'argent public étatsunien, pour construire une usine de production. Elle préfère passer contrat avec le groupe suisse Lonza qui n'a jamais produit un seul vaccin à ARN ! Lonza réaménage deux usines existantes, à Viège en Suisse et à Portsmouth, dans le New Hampshire. Grace aux transferts massifs de technologies, en deux mois son usine de Portsmouth est lancée en fabrication commerciale. Celle de Viège, après 210 millions d'investissements, produit maintenant 6 millions de doses par semaine.

Donc, il est techniquement possible de construire rapidement des unités de production. Celles et ceux qui prennent des décisions en notre nom sont de moins en moins légitimes.

● Sylvie Larue

A bon entendeur…

Actionnaires et dividendes. la pandémie m'a tué… non j'rigole !

Le rapport « Allô Bercy » de l'Observatoire des multinationales est sanglant. On y lit que les sommes versées par le CAC40 à ses actionnaires grimperont cette année de 22%, soit 51 milliards d'euros. Cette somme équivaut à 140 % des profits réalisé par le CAC40 en 2020. Autrement dit, les entreprises françaises n'investiront pas, encore moins ne rémunéreront mieux leurs salariés. On notera que toutes les entreprises du CAC 40, et bien d'autres encore, ont bénéficié et bénéficient encore d'aides publiques massives estimées à 150 milliards d'euros supplémentaires en 2020, un record souligne le rapport. On lit encore que toutes les entreprises du CAC40, et au-delà, continuent à bénéficier d'aides publiques massives, estimées à 155 milliards d'euros supplémentaires en 2020. First in Europe Mister Macron ! « Allô Bercy » souligne que plus de 80% des groupes du CAC40 recourant au chômage partiel ont versé un dividende en 2020 ou 2021, y compris des groupes soupçonnés d'en avoir abusé, ainsi de Bouygues ou de Vinci. Simultanément, le CAC40 prévoit de supprimer 62 486 emplois dans le monde et 29 681 en France. Si une poignée d'entreprises du secteur numérique ont augmenté leur nombre de salariés durant la crise, bien des grands groupes industriels, tels Safran, Arcelor-Mittal, Airbus ou Renault ont sabré dans leurs effectifs tout en continuant, pour une majorité d'entre eux, à verser des dividendes. Quant à Danone, Michelin, Total, Sanofi ou Orange ces groupes annoncent des suppressions d'emplois pour convenance boursière ! Compétitivité oblige ! Elle se mesure à la cotation en bourse de l'entreprise d'autant plus prometteuse qu'on limitera les effectifs et les investissements.

● Catherine Destom Bottin

Inde : malgré la pandémie galopante la lutte continue

C'est alors que la crise du covid 19 commençait à apparaître dans le monde que le Gouvernement Modi a pris les mesures de contre-réforme : les 3 lois dans le domaine agricole et sur le code du travail, qui sont à l'origine du très vaste mouvement social qui dure maintenant depuis de nombreux mois. Et qui ne s'arrête pas !
Alors que le pays est ravagé actuellement par la deuxième vague de la pandémie de covid-19, faisant de l'Inde, sans doute, l'endroit du monde où cette crise entraîne les conséquences les plus graves en termes de mortalité, les organisations syndicales ont décidé de continuer la lutte. Pour dénoncer l'échec du Gouvernement tant dans la gestion de la crise sanitaire que pour la protection du monde du travail et de l'agriculture. Les défis auxquels ces groupes sont confrontés sont quelque peu nouveaux, même si leurs revendications restent les mêmes.
Alors que cette pandémie fait des ravages le Gouvernement par sa politique antisociale mène une attaque contre les moyens de subsistance des gens. Des centaines de milliers d'emplois ont été perdus et les travailleurs ses ne reçoivent plus leurs salaires dans de nombreuses régions du pays. Et les conséquences dans le domaine agricole sont catastrophiques dans les campagnes. Cependant c'est exactement au même moment que le Gouvernement Modi se préoccupe d'augmenter les profits de ses amis.es les capitalistes.
Pour marquer le sixième mois des manifestations des agricultrices/teurs une manifestation nationale est prévue pour le 26 Mai.

● Henri Mermé

Chili : une page se tourne

Au Chili viennent d'avoir lieu des élections pour élire une convention constitutionnelle paritaire ainsi que des élections municipales, dans un contexte de luttes sociales puissantes. Les résultats en demi-teinte sont intéressants et doivent être regardés de près. Demi-teinte car 60% des électeurs et électrices ont boudé les urnes montrant une grande défiance envers les élections et les partis. Cependant on constate une forte poussée à gauche pour élire les députés.es qui vont écrire une nouvelle constitution. La démocratie chrétienne est quasiment rayée de la carte mais sauve quelques meubles au niveau municipal. Les tenants du néolibéralisme ont subi un revers sans précédent depuis le coup d'État en septembre 1973.
L'autre élément marquant est que l'ensemble des forces politiques, à l'exception du parti communiste, ont tout fait pour empêcher une véritable expression populaire qui tourne la page des heures sombres qu'ont connues les chiliens.nes. Elles avaient imposé un droit de veto pour bloquer les articles qui pourraient déranger l'ordre néolibéral. Elles ont été battues. 17 députés.es représentant les populations autochtones ont aussi été élus.es. Parmi les élus.es beaucoup de figures du mouvement social et une implication très forte du mouvement féministe radical qui a contrebalancé les visées néofascistes de certaines forces politiques. Une jeune militante communiste a été élue dans le centre-ville de Santiago. Rien n'est joué mais les chiliens sont en train d'écrire une nouvelle page de leur histoire qui semble prometteuse.

● Daniel Rome

Que faire du fait électoral ?

Nous faisons l'expérience que sorti.e.s de l'isoloir nous ne décidons plus de rien ou si peu. Les élu.e.s bénéficient d'une indépendance sur laquelle nous n'avons aucune prise. Pire, nous faisons l'expérience que même des résultats de référendum sont bafoués.
Alors que faire ? S'abstenir ? Subvertir le fait électoral ? Rejeter la démocratie représentative ?
Concrètement comment dépasser toutes les formes de délégation de pouvoir et se réapproprier collectivement la politique ?
Dans ce dossier, *Cerises* invite à mener le débat avec comme d'habitude une diversité de points de vue. Une suite est d'ores et déjà prévue.

Que faire du fait électoral ?

Doit-on obligatoirement confondre les notions de vote et celle d'élection ?

Si nous nous mettons dans la perspective du dépérissement de l'État, tenir compte des réalités actuelles ne nous empêche pas de commencer à mettre en cause la dimension représentative et délégataire.

Aujourd'hui, dans le cadre de la république bourgeoise et de son mode de représentation/délégation/mandatement, les élu(e)s une fois élu(e)s bénéficient d'une profonde indépendance vis-à-vis de leurs mandataires. De fait, ils ne leur rendent des comptes qu'au moment de l'élection suivante. Alors même que ce sont renforcées les procédures de « contrôle » par la classe dominante (cours des comptes, normes européennes, etc...)

Un enjeu porte sur la déconnexion du vote et des pouvoirs. Un vote prend acte de l'état d'un débat, d'un rapport de force établi. Il est de moins en moins le reflet exact de l'état d'esprit de la population et de ce fait il n'est pas automatiquement l'outil du maintien ou de l'accès électoral au pouvoir dans une (des) institution(s).

Si tout n'est plus dans les élections, on peut dès lors affronter le « moindre mal ». On a pu vérifier combien la désillusion devant ce « moindre mal » engendre ressentiments et recours à l'extrême-droite. Ne pas en tenir compte au nom du réalisme ne fait qu'éloigner de la perception d'une autre approche de l'échéance électorale. Et désespérer d'un changement global de logique, d'une inversion de l'ordre des choses (l'humain d'abord et pas l'argent-roi, par exemple).

Cela n'implique pas de vilipender celles et ceux qui, poussés par la panique, continuent à voter par défaut ou à examiner des configurations d'alliance lors d'élections. Ceci n'exonère pas d'une position sur les questions de gestion. Mais on peut commencer à créer une dynamique où se débatte la possibilité d'une approche alternative. D'autant que ce qui caractérise la plupart des mouvements et expérimentations alternatifs est un « faire par soi-même » qui accroît la crise de la politique institutionnelle et que la plupart des abstentionnismes sont autant de manifestations de défiance. Si la proposition de la révocabilité est positive, elle ne suffit pas à faire que les citoyens.nes soient citoyen.ne en dehors de toute période électorale. Dès lors le vote peut d'ores et déjà commencer à changer de sens. Il peut devenir un moment de cristallisation des luttes populaires en un mouvement qui prétend être contraignant pour les pouvoirs institutionnels. Il peut commencer à réconcilier l'intérêt général et le sens collectif. Dès lors le résultat électoral sert d'abord de levier pour la poursuite de la « constitution » des luttes en un mouvement de dimension politique.

- Comment se dégager impérativement des anciens modes politiques ?

- Comment se dégager nécessairement et concrètement de toute délégation de pouvoir tout en favorisant une appropriation collective de la « chose publique » qui fasse réponse aux besoins sociaux ?

- Quelles réponses construire face à la crise de la politique, des institutions, à la nécessaire « transition » écologique et sociale et à la montée de l'extrême-droite ?

- En quoi les mouvements et expérimentations alternatifs qui sont un « faire par soi-même» peuvent être facteurs de dépassement des manifestations de défiance ou de « dégagisme » et abstentions de toutes sortes ?

A l'invitation de *Cerises*, Laurence Boffet élue lyonnaise, Bruno Dellasudda militant de l'autogestion, Adèle Dorada, militante de l'Union communiste libertaire, Jean-Paul Leroux militant d'Ensemble ! 05, Charlotte Marchandise candidate à la primaire citoyenne aux dernières élections présidentielles, Léa Vasa squatteuse élue à Paris, ont accepté de débattre avec l'équipe de rédaction. Nous retraçons ici les grands axes du débat et vous trouverez l'intégralité de la contribution de Jean-Paul Leroux, qui revient sur la construction historique de la représentation.

Par ailleurs, Pierre Zarka nous invite à inscrire dans l'immédiat la perspective du dépérissement de la représentation. Christian Mahieux s'interroge sur les modes de décision, faut-il voter pour décider ? Et partons d'un premier constat : pourquoi je ne vote plus depuis 2012 ? C'est Nathalie Pierrard qui nous l'explique.

● **L'équipe de rédaction**

Pourquoi je ne vote pas ou plus ?

Nathalie Pierrard

Le pas ou plus est important, nous le verrons plus tard.

Mes écrits ne font référence qu'aux élections dites politiques, par exemple les élections présidentielles ; car, en effet, je vote toujours aux élections professionnelles, même si aujourd'hui, la suppression des délégués.es du personnel, élus.es CE, représentants.es CHST me pèse, mais c'est une autre histoire.

Alors pourquoi, je ne vote pas ou plus aux présidentielles ?

Je suis née en 1964 ; en 1981, pas encore 18 ans, mais du haut de mes 17 ans, j'ai fait mienne cette chanson de Barbara, « *Regarde quelque chose a changé, l'air semble plus léger […] un homme, une rose à la main a ouvert le chemin vers un autre demain* ». Oui de mes 17 ans j'y ai cru : l'abolition de la peine de mort, entre autres, et puis des ministres communistes … Bref, de l'espoir. Bon, à l'époque je ne savais pas cet homme ambigu qu'il était ; peu importe.

Puis, salariée depuis 83, j'apprenais, découvrais le syndicalisme et le féminisme. 95, Jospin/Chirac, si ma mémoire est bonne je vote Jospin **par défaut** ; premier vote, par défaut. 2002, Le Pen/Chirac, déjà, je ne voulais plus voter et la veille du scrutin, des proches me font flipper, alors je vote Chirac. Un acte symbolique : quelques temps plus tard, j'envoie à la présidence un bulletin Chirac sur lequel j'écris « *pour ne pas oublier* » … **toujours par défaut**. 2007, Sarkozy, Royal … une fois de plus je me fais avoir … **encore un vote par défaut.** C'est en 2012, que j'ai lâché : depuis que je vote, je n'ai voté que par défaut, ça suffit ! Mais, en même temps, je culpabilise : mes sœurs se sont tellement battues pour que les femmes puissent voter pour la première fois en … 1944.

Alors, raisonnable, parfois je me dis : celles et ceux qui ont lutté pour le droit de vote des femmes te comprendraient.

Surtout je me dis : **il y a le vote et après ? Le mandat !**

Voici pourquoi je ne vote plus, je ne veux plus faire **par défaut.** Alors, je ne vais plus voter pendant longtemps, je pense. Sauf si, peut-être, on reconnaît le bulletin blanc, et que dès lors qu'il y aurait trop de bulletins blancs, les candidats.es se questionnaient.

En fait, mais ce sera l'objet d'un autre débat : ne pas céder au rapport au pouvoir. ●

De la labilité du sens de l'élection en 10 points

Jean-Paul Leroux

1/ L'élection à Athènes est une modalité aristocratique qui est faite pour choisir les « meilleurs » en particulier les « stratèges ». Aujourd'hui les grandes écoles jouent ce rôle… Le vote majoritaire, pour les grandes décisions politiques, n'est bien sûr pas une élection, il permet le vote des lois et des constitutions. (A Athènes, il y a eu 13 constitutions) Les juges sont tirés au sort à tour de rôle.

2/ Quelques 12 siècles plus tard, la représentation apparaît. Elle est une création théologique cristallisée dans la lutte entre la papauté et l'empereur de l'empire germanique. Son penseur est Marsile de Padoue (XIVe siècle). La représentation théorise l'adage « Vox populi, vox dei. » Celle-ci est en concurrence avec le tirage au sort (République de Florence/La Sérénissime de Venise, etc..) L'élection est d'abord une modalité interne aux ordres religieux et cela bien avant sa théorisation dans les couvents et monastères avant de passer dans l'espace politique.

3/ Les Pères fondateurs de la République américaine opposent la République à la Démocratie. La République est le régime dans lequel les « représentants » ont le pouvoir. (Federalist papers n°14). Pour eux, la démocratie existe quand le peuple a directement le pouvoir donc ils créent une République pas une démocratie.

4/ Thomas Hobbes théorise la représentation comme aliénation totale de chacun en échange de la sécurité. L'expression « aliénation totale » sera reprise par Rousseau.

5/ Sieyès est pour la « représentation » contre certains qui sont contre ainsi du révolutionnaire anglais, actif durant la Révolution Française, John Oswald.

6/ Finalement Antonelle, maire d'Arles et révolutionnaire, invente la notion de « démocratie représentative » (1793) qui finit par s'imposer au XIXe s. Elle est un « oxymore » qui a réussi.

7/ Actuellement, cette construction théorique et pratique, la « démocratie représentative, » n'est pas seulement en crise, elle est en train de s'effondrer. Cet effondrement est la sortie politique d'une aliénation fondamentale. Certains prônent (texte FI sur la démocratie) le vote obligatoire autant dire l'aliénation permanente !

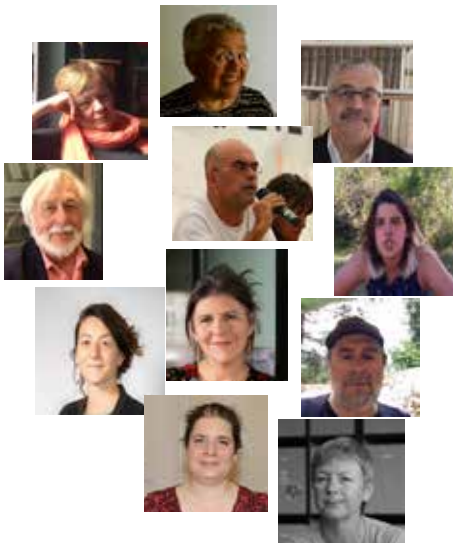
8/ La solution se trouve dans la créativité, à l'œuvre de façon récurrente, et c'est cela qui est étonnant et donne de l'espoir. Nous en nommerons quelques manifestations, des petits (ou gros) cailloux, en quelque sorte : les « covenants » du Mayflower en 1620, les conseils en Russie en 1905, en 1917, en Hongrie en 1956, Lip et l'autogestion, le Chiapas, les GAM[1], les conventions citoyennes qui reviennent au tirage au sort en Irlande et en Islande, soit à l'auto-institution, dernier exemple en cours pour moi, le collectif « Hautes-Alpes solidaire, écologique et citoyen » créé pour les élections départementales sur une base strictement citoyenne.

9/ En résumé, le vote est une chose, l'élection dite représentative une autre. La première sert à avoir une majorité. La seconde est une aliénation totale à laquelle il faut être totalement opposé. Il faut lui opposer l'auto-institution, et pour parler grec « l'autonomie » de la « cité », soit la capacité à nous donner nos propres lois, ce qui implique aussi la capacité de juger par nos propres tribunaux de l'observation des lois et enfin, la capacité de nous gouverner et de ne pas être gouverné.

10/ Il faut insister sur le fait que cela nécessite un changement important dans la gestion du temps : il en faut beaucoup plus à consacrer par chacun-e au fait politique et donc beaucoup moins à autre chose. La révolution sera aussi temporelle. ●

1. Groupe d'Action Municipal : à l'origine de la prise de Grenoble par Hubert Dubedout et d'autres villes, ancêtres des conventions citoyennes.

Représentation, aménagement ou dépérissement ?



De haut en bas et de gauche à droite : Bénédicte Goussault, Catherine Destom-Bottin,Daniel Rome, Jean-Paul Leroux, Bruno Dellasudda, Adèle Dorada, Léa Vasa, Charlotte Marchandise, Henri Mermé, Laurence Boffet, Sylvie Larue

La crise du système représentatif

Pour Daniel Rome : « *Ce qui domine depuis très longtemps c'est que ce système conduit à déléguer son pouvoir de penser et d'agir à d'autres et finalement d'être dépossédé de l'orientation politique. Pendant un temps on choisissait ce qui nous paraissait le meilleur ; aujourd'hui on choisit le moins pire. On est passé d'un vote d'adhésion à un vote par défaut.*

*Les institutions de la V*ème *République ont au fil du temps amenuisé le rôle du parlement, et l'élection au suffrage universel du président de la République a renforcé le caractère bonapartiste du pouvoir. Cette disposition constitutionnelle a renforcé la présidentialisation du régime. Ce pouvoir bicéphale a écrasé dans la durée les contre-pouvoirs, y compris quand l'initiative venait du président comme la convention citoyenne sur le climat. Aujourd'hui on méprise les syndicats, les associations qui ont une capacité d'expertise extrêmement importante. La démocratie est à réinventer* ».

Bruno Dellasudda mesure la gravité et la profondeur « *de cette crise à travers l'abstention qui est massivement une abstention populaire et une abstention de la Jeunesse. Elle s'exprime aussi à travers la défiance généralisée vis-à-vis des institutions, vis-à-vis de toute forme de représentation et vis-à-vis des partis politiques, mais aussi en partie vis-à-vis des associations et des organisations syndicales. En général on ne voit pas très bien ce qui pourrait la réduire. Au contraire, on a l'impression que depuis plusieurs années cette crise ne cesse de s'approfondir* ».

Un système excluant et compatible avec le capitalisme

Adèle Dorada rappelle qu'« *il y a des exclus du vote, ils sont nombreux en France et partout ce sont d'abord ceux et celles qui n'ont pas la citoyenneté européenne et qui pourtant contribuent à notre société, et grandement, par leur travail parce qu'ils sont surexploités. Mais de manière moins directe il y a aussi tous les exclus du vote par l'abstention qui sont en particulier ceux qui ont les salaires les plus bas. Il y a d'autres méthodes d'exclusion du vote, il y a l'exemple connu des afro-américains aux États-Unis qui sont notamment exclus du vote par la criminalisation de la consommation de drogue puisque un certain nombre de peines abrogent le droit de vote. Et donc les afro-américains participent extrêmement peu aux échéances électorales aux États-Unis* ».
Adèle poursuit : « *Le terrain principal de la lutte de classe ce ne sont pas les institutions, c'est l'économie, on ne peut pas changer la démocratie sans prendre en compte la question des rapports de force qui permettront ou non de mettre en place des pratiques démocratiques différentes. Aujourd'hui les intérêts de classe qui priment ce sont les intérêts de la classe exploitante, de la classe capitaliste et les institutions servent ces intérêts même si on essaie de les changer de l'intérieur, du coup ce n'est pas un changement démocratique qui mènera un système plus juste c'est au contraire les mouvements sociaux qui changeront la démocratie. Donc on peut énoncer énormément d'idées et cela a été fait, on peut avoir des revendications autour des questions de mandatement, de mandats qui tournent, la possibilité de dé-mandater des élus mais en réalité tant qu'on vit dans cette société dominée par la classe capitaliste, les institutions resteront au service de cette classe, si on n'a pas une abolition de ce système et de ces classes* ».

Charlotte Marchandise objecte : « *on marche, on marche, on marche, on manifeste, on propose des voies alternatives sauf que si on n'a pas le pouvoir, on peut toujours parler mais on ne peut pas le mettre en place* ».

Pour **Sylvie Larue** il est donc nécessaire de s'inscrire dans un double processus, « *un processus de dépassement du système capitaliste, et un processus de dépassement de la démocratie telle qu'elle est organisée aujourd'hui. Il faut qu'on arrive à penser en même temps*

La démocratie est à réinventer

il va falloir déconstruire ce qui se fait aujourd'hui

et solutionner le fait qu'il y a des mouvements sociaux qui ne gagnent pas et des processus électoraux qui déçoivent.

On ne revendique pas de se positionner en contre-pouvoir, et au fait que les contre-pouvoirs puissent peser réellement, mais dans le fait de revendiquer de prendre le pouvoir. C'est aussi ce qu'ont exprimé les Gilets Jaunes à travers leur proposition de RIC. A travers cela ils recherchent de prendre le pouvoir et le pouvoir de décider ».

Démocratiser radicalement la démocratie ?

Pour **Charlotte Marchandise**, il va falloir déconstruire ce qui se fait aujourd'hui et s'interroger sur comment on prend des décisions.

Pour **Bruno Dellasudda** « *Il faut proposer des mesures radicales pour démocratiser la démocratie, là je parle de la démocratie représentative. Pourquoi? Parce que si on considère que la représentation c'est une aliénation, ce que dit Jean-Paul et je le partage, on ne peut pas se passer de la représentation du jour au lendemain. Je pense qu'il faut viser le dépérissement de la représentation. Mais en attendant qu'elle disparaisse, il faut la réformer radicalement et injecter des mesures tout à fait radicales. L'idée pour résumer les choses, c'est de dé-professionnaliser radicalement la vie politique. En mettant en place une démocratie par le bas, une démocratie active,citoyenne, autogestionnaire qui sera par moment en conflit avec la démocratie représentative et c'est cette démocratie qu'il faut construire par un processus d'assemblée citoyenne populaire permanente y compris sur la question du budget participatif. L'idée c'est que la population soit associée aux décisions budgétaires* ».

Laurence Boffet partage l'idée de conseils citoyens « *mais il faut savoir aussi qui sont celles et ceux qui participent et, en fait, ce sont toujours les mêmes et qui ne représentent pas la diversité. On a un vrai enjeu qui est de faire participer les gens qui sont très éloignés de la politique. Au total on a beaucoup de mal à faire du collectif. Maintenant les gens ne sont plus dupes et refusent de participer et c'est très difficile de les convaincre* ».

Ainsi pour Charlotte Marchandise il faut pouvoir être consulté non seulement sur les sujets généraux mais aussi ceux qui font notre vie et s'assurer que les élu. es délibèrent avec les premiers intéressés, avec les gens du voyage, avec les personnes en situation de handicap, avec les jeunes y compris les plus vulnérables…

Il faut aussi s'assurer d'une vraie construction collective. Lea Vasa se questionne sur le fait qu' « *il peut y avoir un travers citoyenniste à partir du moment où c'est des habitants, des citoyens lambda qui proposent, alors forcément c'est une bonne décision. Mais la somme des intérêts particuliers ne fait pas l'intérêt général. Si l'on veut explorer des modes de participation plus ouverts et poussés, il faut quand même réfléchir à quel est le cadrage de valeurs, idéologique, qu'on met autour de tout cela. On se réfère à la constitution, à plein d'autres documents, aux droits internationaux, humains, etc…, il faut que collectivement on soit d'accord sur ce cadrage-là* ».

Bruno Dellasudda en conclue pour sa part que la perspective doit être double : « *c'est l'articulation de la démocratisation des institutions et de la démocratie représentative dans la perspective d'un dépérissement et la construction par le bas d'une démocratie active, autogestionnaire* ».

Pour **Sylvie Larue**, « *plutôt qu'une 6eme République, il faut dépasser le système représentatif lui-même. Nous sommes favorables à l'auto-organisation des luttes, à l'autogestion des entreprises, des services publics et de la sécurité sociale. Pourquoi ne pas revendiquer l'auto-organisation des territoires, que ceux-ci se fédèrent ? Remettre en cause l'indépendance des élus, affirmer que nous ne voulons pas être représentés.e.s, mais que nous voulons mandater des délégué.e.s sur des bases différentes, avec des allers-retours dans des assemblées locales, départementales nationales et pourquoi pas internationales… Cela nécessite, un processus long, la démocratie nécessite du temps libéré pour l'exercer* ».

Pour **Jean Paul Leroux** « *le vote est une chose, l'élection représentative en est une autre radicalement opposée, la première sert à avoir une majorité, la 2nde est une aliénation totale à laquelle il faut être totalement opposé, il faut lui opposer l'auto-institution, l'autonomie de la cité soit la capacité à nous donner nos propres lois ce qui implique nos capacités de juger par nos propres tribunaux de l'observation des lois et enfin la capacité de nous auto-gouverner et non pas se laisser gouverner* ». ●

Ça commence maintenant

Pierre Zarka

Aujourd'hui, on vote davantage pour éviter le pire que pour ses convictions. La course au « moindre mal » entraîne une profonde déconnexion entre le résultat d'une élection et la société. On en a la preuve d'élections en élections. D'où une profonde crise politique et institutionnelle sur laquelle l'extrême-droite se développe. Le système représentatif est en cause. Il consiste à désigner celles et ceux auxquels il faudra ensuite obéir. La proposition de révocation d'élu(e)s qui trahiraient leurs engagements, survenant une fois que le mal est fait, ne changerait pas grand-chose.

En convergence avec Jean Paul Leroux, rappelons que Thermidor supprime la primauté politique qu'avaient les assemblées locales sur la représentation nationale entre 1792 et 93 ; au lendemain de l'écrasement de la Commune, on trouve parmi les fondateurs de la 3ème République et du système représentatif des monarchistes comme Thiers. Le suffrage universel masculin devient le moyen de prendre régulièrement le pouls des « classes dangereuses » et de dissocier les élites politiques de ces classes afin d'éviter les mauvaises surprises. C'est la République contre la Révolution.

La constitution de majorités d'idées en action peut se substituer au système représentatif

Reconnaissons-le : nous ne sommes pas complètement affranchis de tout esprit aristocratique (étymologiquement : le commandement par les meilleurs) : chaque demande nouvelle de démocratie, est régulièrement combattue au motif que l'efficacité ne pourrait découler que d'une médiation par un petit nombre.

La constitution de majorités d'idées en action peut se substituer au système représentatif. Dans le tumulte, certes, mais quel acquis n'a jamais été obtenu dans le calme d'une antichambre ? Ne peut-on pas envisager que c'est au cœur des luttes et des actes alternatifs que s'élaborent les solutions mais aussi les moyens de leur donner force de loi ? Que les assemblées locales s'octroient des compétences jusque-là réservées à l'État, désignant à chaque fois des chargés de mission ou porte-paroles avec des mandats impératifs ? Dès lors l'enjeu premier d'une élection n'est pas d'élire mais de se compter afin de cristalliser colères et luttes en puissance politique.

Si un tel changement ne peut se faire du jour au lendemain, rien ne nous empêche de commencer tout de suite à mettre en cause cette distorsion entre luttes et enjeux électoraux. Car nous ne partons pas de rien.

Celles et ceux qui font déjà l'actualité par leurs luttes et leurs actions ne peuvent-ils pas s'interroger dans leur diversité, sur la manière d'acquérir le pouvoir de réaliser leurs choix ? Déjà ce qui caractérise la plupart des luttes et expérimentations alternatives est de vouloir concevoir et faire par soi-même. Des Gilets Jaunes (notamment avec le RIC et leur capacité à s'organiser deux ans durant) à MeToo, en passant par le climat, l'antiracisme, les luttes sociales, la défense des libertés, les Zad ou Conseils d'Habitants. Ces nouveaux comportements révèlent et aiguisent la crise du système représentatif. Ils expriment une quête de ce que doit devenir la politique.

A partir d'actions communes, de liens divers, des assemblées citoyennes peuvent se constituer dans de multiples endroits. Sans être chapeautées par des partis ou organisations mais comme suite des mouvements qui n'ont pas encore franchi la frontière du politique. La question de la « démo/cratie », c'est-à-dire de « pouvoir-imposer » peut vite devenir un thème unificateur des luttes et expérimentations. Suivant le nombre d'endroits où on aura osé le faire, le peuple prendra concrètement du pouvoir. N'est-ce pas ainsi que peut commencer une Révolution vraiment démocratique ? ●

Déjà-là et alternative

Pour sortir de la délégation de pouvoir, des expériences se mènent. **Pour Léa Vasa** « *il faut travailler à mettre en valeur des exemples et des initiatives qui existent sur les territoires parce c'est impossible d'imaginer un monde dont on n'a pas eu les premiers aperçus* ».

Charlotte Marchandise évoque les questions qu'elle s'est posée lorsqu'elle était élue locale :

« *Ce qui m'intéresse, c'est comment on prend les décisions pour le bien commun. C'est ce que l'on essaie de mettre en place avec « Plus belle la politique, » avec une vraie volonté de poser ces questions de façon populaire… il faut construire des récits, non pas dans le jargon des groupes et des partis politiques mais bien avec tous et toutes en demandant : vous attendez quoi d'un élu ?*

Il y a en effet aujourd'hui, de nouvelles possibilités, de renverser la démocratie… je pense au jugement majoritaire qui permet de ne plus voter contre mais de voter pour des projets et de redonner du sens à l'élection. Il y a évidemment le RIP, il y a plein d'espaces où redonner ce pouvoir quel que soit le niveau du mandat ; c'est quelque chose de révolutionnaire. Il faut aussi s'assurer que les décisions prises pour des personnes ne soient pas prises sans elles … ».

Jean Paul Leroux pense que « *la sortie (de crise) se trouve dans la créativité à l'œuvre de façon récurrente, et en nomme quelques manifestations. Il y a d'abord les covenants du Mayflower en 1620 et puis les conseils de Russie en 1905 et 1917, la Hongrie en 1956, Lip et l'autogestion, le Chiapas, les GAM, les conventions citoyennes qui reviennent au tirage au sort ou à l'auto-institution et il existe dans les Hautes Alpes un collectif qui s'appelle Hautes Alpes Solidaires Écologiques et Citoyennes qui fonctionne sur la modalité des conventions citoyennes …*

Il faut opposer (à la représentation) l'auto-institution, l'autonomie de la cité ; soit la capacité à nous donner nos propres lois, ce qui implique aussi celle de juger par nos propres tribunaux de la bonne observation des lois et enfin de nous autogouverner et de ne pas être gouvernés. Il faut du temps pour se consacrer aux faits politiques… la révolution sera temporelle ou elle ne sera pas ».

Pour **Henri Mermé**, il faut « *mettre en lumière des exemples concrets de faire de la politique autrement, de façon alternative et citoyenne* ». A l'exemple des Hautes Alpes, il en ajoute d'autres : à Louviers, à Lutterbach, à Mancey… des initiatives qui témoignent de « *ce que nous appelons le déjà-là c'est-à-dire les germes de tout changement déjà à l'œuvre, socle indispensable à celui-ci* ».

Laurence Boffet, élue de Lyon métropole évoque une expérience avec 4 écoles :

« *Il s'agit de donner des délégations sur des thèmes particuliers à des élèves qui*

Il faut opposer à la représentation l'auto-institution

l'appropriation du politique se fait d'abord par l'action

ne sont pas les délégués de classes ; Il y a plein de gamins et de gamines qui sont représentant.e.s de leurs copines et copains sur des sujets différents. Et on constate que ça marche très bien… Il y a plein de solutions concrètes et lorsqu'on arrive à faire un assemblage de ce triptyque usager.e.s, agents.e.s, élus.es, on arrive à de bons résultats. »

Pour **Bruno Dellasudda**, « *l'histoire de la convention citoyenne est intéressante : toutes et tous les participants. es ont l'impression de s'être fait rouler dans la farine… et ils en redemandent… c'est la soif de la démocratie… il y a eu un processus de tirage au sort, détourné d'autant plus facilement que à gauche, nous sommes très peu à nous y intéresser* ».

Puis il reprend la formule altermondialiste « *démocratiser radicalement la démocratie… l'articulation de la démocratisation des institutions et de la démocratie participative, dans la perspective d'un dépérissement et la construction, par le bas, d'une démocratie active, subvertir les processus électoraux, c'est la condition qui peux justifier de se présenter aux élections.* »

Pour Adèle Dorada, la vraie démocratie est « dans les assemblées de travailleuses et de travailleurs en lutte, dans toutes les manifestations revendicatives… la démocratie c'est évidemment le débat, la discussion sur la base d'intérêts matériels ; et quand on voit une assemblée générale de travailleurs et de travailleuses qui décide ensemble des moyens à mettre en place pour instaurer un rapport de force, on se rend compte de la force qui se dégage de cette possibilité pour chacun(e) d'être intégré(e) dans les prises de décisions collectives ».

Pour **Daniel Rome**, « *être élu ne doit pas être un métier* », il propose un statut de l'élu qui doit permettre sa reconversion et il propose « *que la moitié des élus le soit par tirage au sort* ».

Léa Vasa élue de Paris qui expérimente un lieu autogéré, pense que « *l'appropriation du politique se fait d'abord par l'action. Ce peut être des luttes, de l'association, des communautés de vie, des petits projets locaux, en tout cas démultiplier des occasions de faire pour se rendre compte qu'ils (les gens) ont un pouvoir de décision.*

Il faudrait intégrer dans une éventuelle nouvelle constitution des éléments que nous avons évoqués, des éléments fédéralistes, qui existent aujourd'hui, voire des représentations des régions, des ouvertures citoyennes (on a parlé de tirage au sort) dans la représentativité, et du mandat impératif » .

Adèle Dorada évoque le nécessaire développement de « *contre-pouvoirs, pour rendre la société plus juste et changer la démocratie,* » elle fait la proposition « *pour subvertir la démocratie, d'organiser des grèves massives pendant la campagne électorale, des manifestations féministes, des actions écologistes, des mobilisations contre les violences policières et le racisme etc* ».

Pour **Laurence Boffet**, « *si on arrive à faire un mouvement de masse, on y va… mais si on y arrivait, on n'aurait pas eu les lois travail, retraite etc…* » Elle évoque ensuite le projet de revenu de solidarité jeune de la métropole de Lyon « *concerté avec l'ensemble des travailleurs sociaux et les associations … et aussi avec des jeunes en très grande précarité… c'est un travail très intéressant et grâce à eux, on a amélioré plein de choses* ». ●

Peut-on subvertir le fait électoral ?

De toute évidence la question reste inaboutie et laisse ouverte bien des avis et hypothèses. Si les luttes (et la lutte des classes) sont un marqueur décisif d'une telle subversion, les avis sont partagés sur la possibilité d'une concrétisation réelle ou d'un impact effectif.

Adèle Dorada observe que « *Le rapport de force c'est forcément une action collective et le vote aux élections malheureusement une question individuelle qui est bien différente de la manière dont la démocratie s'exprime dans les luttes* ».

Pour **Catherine Destom-Bottin**, il s'agit de ne pas pour autant, négliger ce temps électoral : « *On a ce tableau d'une démocratie en crise et en même temps on sort de chaque consultation électorale avec le concert bien-pensant sur l'abstention, reprochant aux abstentionnistes de mettre en danger la démocratie en disant que le vote serait la clé de la démocratie. Je crois que toute crise renferme la possibilité de son propre dépassement. Et j'ai le sentiment qu'on ne peut pas travailler les questions de la démocratie en dehors de la manifestation de sa crise. J'ai cessé de concevoir le moment électoral comme un « piège à cons » mais comme un temps, un lieu à ne pas négliger, comme moment propice à travailler la crise de la démocratie* ».

subvertir les processus électoraux, c'est la condition qui peut justifier de se présenter aux élections

Pour **Charlotte Marchandise**: « *il y a en effet des mécanismes aujourd'hui qui permettraient de renverser la démocratie, qui permettent de ne plus voter contre mais de voter pour des projets et non pas voter pour le pire mais donner du sens à l'élection* ». Condition suffisante ?

Sylvie Larue constate qu'« *en fait sorti.e.s de l'isoloir nous ne décidons plus de grand-chose mais, en plus, ce qu'on exprime parfois dans l'isoloir ne sert à rien.* ». Relevant « *qu'après chaque scrutin il y a un décalage entre ce qui était promis et ce qui est en fait mis en œuvre. Et à chaque fois les électrices et les électeurs sont déçu.e.s* ». Elle observe que même sur les référendums, les victoires populaires comme celle du NON au TCUE et celle du NON aux politiques d'austérité en Grèce se sont transformées ensuite en défaite. « *A l'instar de Wolfgang Schauble qui déclare que les élections ne peuvent pas changer ce qui a été décidé dans les traités qui ont inscrit dans le marbre les politiques libérales* », quand les élections donnent des résultats contraires à leurs visées, les forces du capital trouvent des solutions pour les détourner. Il reste à « *S'inscrire dans un processus de dépassement du capitalisme <qui> inclut de chercher à subvertir l'organisation de la démocratie* ».

Bruno Dellasudda ne se résout pas à constater la crise de la représentativité et de la politique: « *en mettant en place une démocratie par le bas, une démocratie active, citoyenne, autogestionnaire qui sera par moment en conflit avec la démocratie représentative* », il exprime « *qu'on peut subvertir les processus électoraux. Faire en sorte de favoriser la démarche citoyenne et faire en sorte que les forces politiques se mettent au service de cette démarche, sans prétendre diriger les processus* ». Et insiste : « *subvertir les processus électoraux, c'est la condition qui peut justifier de se présenter aux élections. Sans cela ce n'est pas la peine* ».

A propos de l'élection présidentielle, **Charlotte Marchandise** fustige l'attitude des forces politiques de gauche et fait référence au processus de primaire citoyenne: « *Vous n'arrivez pas à vous mettre d'accord ? Nous les citoyens, on va vous mettre d'accord et on va mettre en place autre chose car nous voulons devenir les acteurs de la politique au moment de l'élection et surtout pendant tout le mandat* ».

Pour **Adèle Dorada**, les luttes sont la seule alternative possible : « *puisque la vraie alternative, c'est la lutte sociale et l'auto-organisation des luttes sociales* ». Elle fait la proposition « *pour subvertir la démocratie, d'organiser des grèves massives pendant la campagne électorale, des manifestations féministes, des actions écologistes, des mobilisations contre les violences policières et le racisme etc* ».

Catherine Destom-Bottin analyse que les formes d'action collective « *peuvent pervertir le carcan représentatif* ». Elle évoque les gilets jaunes, les luttes contre la loi travail, les Nuits Debout et invite à rêver : « *débattons, faisons de cette crise la construction des leviers de récupération-développement de la souveraineté populaire ! Ils pervertissent la démocratie… pervertissons le moment électoral. Soyons le lieu de débridage de l'imagination pour utiliser le moment électoral et ses panneaux électoraux. Pourquoi pas une candidature qui proclame qu'elle n'entend pas « représenter, » qu'elle n'entre pas dans le marathon électoral mais qu'elle appelle à des assemblées populaires où s'élaborera l'intervention populaire pour prendre barre sur les communs qui font nos vie ?* »

A l'instar d'**Henri Mermé** qui insiste sur le temps nécessaire au processus de changement et de transition, pour Jean-Paul Leroux, « *S'autogouverner prend du temps, il faut prendre du temps ailleurs, la révolution sera temporelle ou elle ne sera pas* ».

De toute évidence, pervertir le fait électoral, si l'objectif n'entraîne pas un enthousiasme massif, cela suppose de redéfinir ce qu'est la politique, de renouveler la démocratie (pas seulement sa forme représentative), voire de rompre avec celle-ci. Dont les conventions citoyennes, et les tirages au sort, semblent ouvrir des solutions. Et de repenser la totalité du fait électoral dans une nouvelle donne de la démocratie et une pensée pratique transformant la politique même… le fait électoral devenant dès lors (**B. Del-la Sudda**) un moment du processus d'émancipation générale. ●

Quelques réflexions à propos du vote, des votes….

Christian Mahieux

D'une manière générale, et un peu abstraite, le vote est un des outils utiles pour la vie démocratique. Le rejeter par principe semble peu efficient ; le porter au pinacle comme le symbole même de la démocratie parait peu judicieux. L'action de voter n'a pas un sens unique. Il dépend du sujet, du périmètre géographique, du cercle des votantes et votants, du but recherché, etc. L'objet même du vote est déterminant : s'agit-il d'élire ou de décider sur tel ou tel point ? S'il s'agit d'élire, est-ce sur un mandat ou seulement sur un programme dont le non-respect n'entraîne nulle révocation ? Si c'est pour décider sur tel ou tel point, est-ce d'emblée le seul mode de décision retenu ou le vote est-il un moment indicatif dans la recherche d'un consensus permettant d'avancer ensemble ? Qu'il s'agisse d'une élection ou d'une décision, considère-t-on celle acquise dès lors qu'on a seulement le plus de suffrages ? Plus de 50% ? Plus de 66% ? On peut allonger la liste des questions nécessaires pour savoir de quoi on cause réellement.

limiter le recours au vote peut être source d'une vie démocratique plus forte

Le mouvement des Gilets jaunes de 2018/2019 a porté ces interrogations, ces réflexions. Le syndicalisme révolutionnaire aussi, bien auparavant. Des courants politiques également. Globalement, tous et toutes ont eu du mal à se fédérer. C'est une faiblesse dramatique, mais qui n'est pas le sujet de cette contribution.

A partir du fonctionnement de l'Union syndicale Solidaires et des principes qui ont guidé la création de SUD-Rail [SUD Cheminots à l'époque] en janvier 1996, il me parait utile d'expliquer en quoi limiter le recours au vote peut être source d'une vie démocratique plus forte. La formulation est volontairement provocatrice, car chacune et chacun sait comment la suppression du droit de vote peut être utilisée à des fins totalitaires. Mais revenons-en à l'exemple syndical (qui s'applique à bien d'autres cadres) : imposer des décisions à 49% des personnes impliquées dans un collectif est-il le summum de la démocratie ? N'est-il pas plus juste de prolonger les discussions jusqu'aux décisions et/ou formulations qui permettent un consensus ? Certes, peut paraître plus compliqué ; cela oblige à ne pas se contenter de répéter et défendre « sa position », mais à rechercher celle qui recueillera l'accord de tous et toutes … sans pour autant faire disparaître les avis opposés. Mais ces avis ne sont … que des avis. Le fonctionnement collectif démocratique consiste à décider ensemble, à partir de ces avis ; donc à forger une décision qui, souvent, ne correspondra à 100% à aucun des avis initiaux. Cela oblige à défendre une proposition de position qui n'est pas celle portée initialement, mais qui prend en compte celles exprimées par d'autres. Au-delà de l'aspect démocratique, en termes d'efficacité n'est-il pas plus pertinent de construire une décision consensuelle, plutôt que d'imposer à la minorité une décision … que celle-ci n'appliquera pas ou appliquera en traînant les pieds ?

La réalité est que, lorsqu'on débat de la pertinence du vote on parle en fait de la seule compétition électorale dans le cadre des institutions de la république bourgeoise confortée sur le massacre des communeuses et communeux il y a 150 ans. Et oublier cette partie du problème, fausse grandement la discussion ! Le choix électoral n'est pas la démocratie, lorsque exploitation, inégalités et dominations demeurent le socle du système. Face à cela, et aussi aux promesses non tenues qui sont légion, un nombre de plus en plus important de personnes ne votent plus. D'autres s'astreignent à le faire, pour défendre un droit. D'autres encore continuent à penser qu'il faut, non seulement voter mais aussi être candidat·e. Certaines et certains votent en fonction d'enjeux particuliers (les conséquences de l'arrivée de l'extrême droite à la tête des institutions, par exemple). Tous et toutes (nous parlons là de « notre camp ») répètent à l'envie que l'essentiel n'est pas là mais dans les luttes, dans l'articulation entre combats d'aujourd'hui et construction de la société de demain, dans le réalisme de nos utopies, etc. Alors ne faisons pas comme si les élections institutionnelles n'existaient pas, mais ne nous polarisons pas dessus. Voter, ne pas voter, voter pour qui… discutons-en, pourquoi pas ; comme on discute de plein d'autres choses. Mais, surtout, ne nous divisons pas à cause de choix différents lors de ces très courts moments de notre vie sociale ! ●

USA :
Une nouvelle sociale-démocratie ?

Alain Lacombe

Le moins que l'on puisse dire est que le plan de relance présenté par Joe Biden fait sensation dans les médias, de gauche en particulier. Le journal Le Monde souligne « l'ampleur historique d'un plan de relance colossal qui devrait avoir un impact considérable sur la vie de millions d'américains. »

Mediapart parle d'un nouveau paradigme et écrit que le président des États-Unis entend promouvoir une nouvelle sociale démocratie, tout en admettant que les obstacles seront nombreux et que cette rupture est encore incomplète. Même ATTAC titre : « Une révolution progressiste au pays de l'Oncle Sam… »

Il est vrai que relativement à la révolution reaganienne des années 1980 et après 4 ans de politique de Trump, on croit un peu rêver en entendant Joe Biden déclarer que « la théorie du ruissellement n'a jamais fonctionné. ». Et de fait, Biden met le paquet : un premier plan de 1900 milliards de dollars puis un second de 2300 milliards (sur huit ans).). Des millions d'Américains à faible revenus toucheront jusqu'à 1400 dollars d'aides directes par individus et personnes à charge, coût total : 400 milliards de dollars. 350 milliards sont prévus pour les États et les collectivités locales, 213 milliards pour le logement social, 100 milliards pour les infrastructures électriques, 115 pour les routes et ponts, 80 pour les chemins de fer, 66 milliards pour l'eau et près de 400 milliards. pour les activités de service à la personne. Des investissements annoncés dans des domaines souvent délaissés par le passé. Sans oublier la recherche et aussi, quand même, quelques moyens sont prévus pour soutenir directement certains secteurs d'activité.

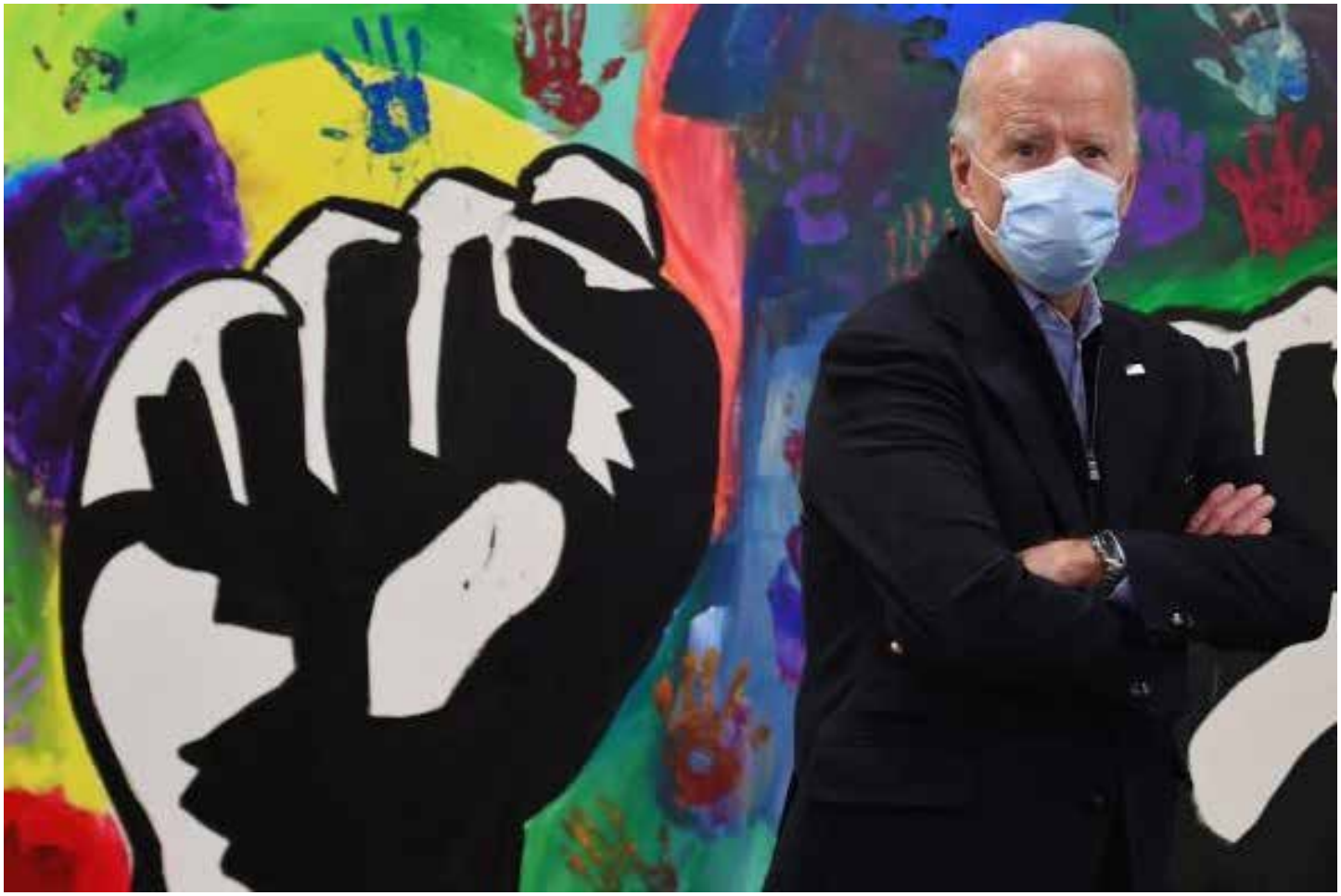
Et ce plan, Biden annonce qu'il veut le faire payer par les riches en augmentant le taux de l'impôt fédéral sur les sociétés de 21 à 28%. Du jamais vu depuis le début des années 50.

Bien sûr, il faut relativiser cette hausse qui d'ailleurs, sous la pression des lobbies, pourrait bien être ramenée à 25% ce qui entérinerait une baisse de 10 points sur les 14 décidés par Trump. Cela consoliderait quand même une perte de près de 30% du rendement de l'impôt, ce qui reste considérable. Il y a aussi l'annonce d'un relèvement des taxes pour ceux qui gagnent plus de 400 000 dollars par an.

Et, contrairement aux plans de relance français et européens, l'argent n'est pas distribué au privé en espérant qu'il fasse les bons choix, par nature, il choisit les intérêts de ses actionnaires, mais utilisé pour des investissements publics massifs et la relance de la consommation des plus défavorisés.

Il semble que les excès de la politique néolibérale de Trump aient convaincu Biden que trop de libéralisme risque de tuer le libéralisme d'où ce choix d'un retour de l'État interventionniste utilisant l'investissement public pour relancer la consommation et l'activité économique. Le retour de Keynes en quelque sorte. Macron et les Européens restant les derniers défenseurs honteux de la théorie du ruissellement.

De quoi donner à nouveau du grain à moudre à une nouvelle social-démocratie comme le suggère Mediapart ? Pas si sûr.



D'abord parce qu'il s'agit de mesures ponctuelles, en quelque sorte un nouveau New deal (Julien Bayou d'EELV va jusqu'à évoquer un « green new deal » alors que les mesures contre le changement climatique sont peu présentes dans ce plan).

Ensuite le capitalisme a évolué depuis Roosevelt, il s'est mondialisé et financiarisé et Biden est loin d'être suivi par les autres chefs d'États occidentaux. La concentration économique, notamment sous l'impulsion des fonds d'investissements, fonctionne désormais comme un rouleau compresseur capable d'imposer sa volonté aux politiques publiques les plus audacieuses en s'appuyant sur des traités internationaux qui laissent l'essentiel des pouvoirs économiques au marché, dominé par les multinationales. Ces dernières pratiquent un lobbyisme très efficace auquel Biden a d'ailleurs déjà commencé à céder sur le taux de l'impôt fédéral des sociétés, annoncé initialement à 28% et déjà probablement ramené à 25%. Au même niveau que celui prévu en France pour 2022.

Et comme la baisse tendancielle du taux de profit est toujours une constante du capitalisme, on assiste à une nouvelle étape de la restructuration du capital à l'échelle mondiale, les plus puissants absorbant les plus faibles pour améliorer leur profitabilité. Cela risque d'avoir des conséquences économiques et sociales de nature à remettre en cause la belle histoire. Et on risque de chercher en vain le grain à moudre pour satisfaire les revendications et répondre durablement à l'urgence sociale.

Mais il est possible que ce plan donne provisoirement une bouffée d'oxygène au capitalisme. Mais, fondamentalement, il s'agit d'un plan résolument productiviste qui vise à relancer la sacro-sainte croissance, vitale pour la course aux profits et l'accumulation de capital. Il ne prend absolument pas en compte la nécessité d'un monde d'après débarrassé de l'impérative nécessité de poursuivre la fuite en avant du capitalisme.

A moins que Biden prenant, conscience de l'impasse néo libérale, pousse son raisonnement jusqu'au bout (pas de ruissellement, faire payer les riches pour répondre aux besoins…) et franchisse le pas de la remise en cause du capitalisme financiarisé. Macron, le dernier, et honteux, adepte de la théorie du ruissellement ne s'en remettrait pas.

Bon, on peut toujours rêver mais on n'en est pas encore là, même s'il ne faut pas sous-estimer ce qui se passe aux États Unis, en particulier la remise en cause de certains dogmes du néolibéralisme mais aussi le développement de luttes diverses et d'expériences citoyennes porteuses de déjà là. ●

C'est un dur métier que l'exil

Si vous êtes de ceux et celles pour qui la poésie est a priori une rébellion permanente magnifique subversive libre en diable et contestatrice infatigable de l'ordre du monde alors cette anthologie poétique de Nâzim Hikmet est pour vous. Cette seconde édition de « C'est un dur métier que l'exil » de Nâzim Hikmet reprend, outre les poèmes déjà contenus dans l'édition précédente, plusieurs poèmes qu'avait adaptés en français le poète Charles Dobzynski et qui figuraient dans l'Anthologie poétique publiée par les Éditeurs français réunis, puis par les éditions Messidor. Cette anthologie qu'a présentée l'éditeur Francis Combes a été composée et traduite en français par Charles Dobzynski, qui a travaillé sur ces adaptations avec Nâzim Hikmet lui-même, lors des rencontres qu'ils eurent lieu dans les années cinquante et soixante à Paris et Varsovie. Il y aura toujours quelque homme ou femme de fer pour faire d'Hikmet un poète stalinien le mieux est de l'entendre en 1961 :
« Ses bottes ont disparu de nos places
son ombre de nos arbres
ses moustaches de nos potages
ses yeux de nos chambres »
Et ce poème « Voilà », qu' Hikmet écrivit en 1948, en captivité et que je dédie aux amis du rond-point de par chez moi.

● Catherine Destom-Bottin

C'est un dur métier que l'exil, Nâzim Hikmet, Éditions le temps des Cerises, 232 pages, juillet 2020, 15 €

Fabrique de la ville, fabrique de cultures

Fabriquer la ville suscite-il aussi la fabrique d'actions culturelles, d'art, de pratiques artistiques amateurs et/ou professionnelles. En est-ce une condition ? un impératif ? un supplément d'événement ?

En interrogeant maires et acteurs culturels, la « fabrique de la ville » procède ici à un inventaire documenté (et illustré) qui interpelle des décideurs publics tout autant que des acteurs culturels sur leur relation aux projets urbains. Prévu pour paraître avant les dernières élections municipales et outiller autant de débats que possible, ce bel ouvrage explicite aussi un versant de notre démocratie par actes qui peuvent parfois porter loin. Et en tout cas sont significatifs.

Le forum organisé par l'association des auteurs a permis ce foisonnant échange que complètent plusieurs focus. On pourra regretter l'absence de paroles directes d'habitant.e.s « lambda », du quotidien. La matière regroupée ici donne beaucoup à penser et à débattre. A l'heure où les projets urbains sont requestionnés sur leur densité et leur vertu écologique, instiller droits culturels et fabrique de cultures enrichit notre réflexion et nos actions et pratiques d'un « faire la ville » qui ne soit ni l'otage des promoteurs ni celui de sachants confirmés.

● Patrick Vassallo

Fabrique de la ville, fabrique de cultures Paroles de maires et d'acteurs de la création urbaine, direction Michel Duffour et Danielle Bellini, éditions du Croquant, 2020, 196 pages, 18 €

La République des faibles

Lyon, début 1898. Des pentes de la Croix-Rousse aux quartiers populaires, la montée du socialisme naissant se mêle aux ressentiments de 1870-1871. La ligue d'extrême-droite monte en puissance. L'antisémitisme rivalise avec la haine « des Boches ». Exactions, équipées vengeresses et manifestations occupent les rues.
Mais des disparitions d'enfants, puis des cadavres viennent troubler ce climat délétère, irrationnel, et celui du commissariat de secteur où domine la propagande des ligues. Un pharmacien alcoolique, un commissaire lucide, un internationaliste et quelques femmes courageuses se débattent dans cette histoire glauque, sans doute, à l'intrigue rebondissante.
L'affaire Dreyfus bat son plein ; Eskenazy est blanchi ; dans une trentaine d'années on s'en prendra aux « judéo-bolchéviques », plus tard aux « islamo-gauchistes » ou aux « écolo-terroristes ». La République des faibles n'est pas tendre pour les faibles de la République. Ce polar est historique, certainement ; les folies qu'il énonce plus encore.
L'auteur pousse avec vigueur et poésie les voies délicates de la justice dans les failles où les hypocrisies se révèlent et les masques tombent.
Il y a presque 150 ans…

● Patrick Vassallo

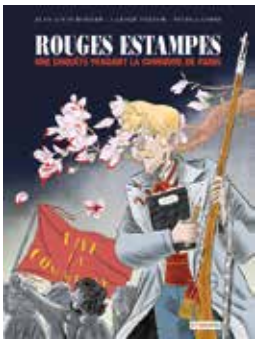
La République des faibles, Gwenaël Bulteau, éditions La manufacture de livres, 2021, 368 pages, 19,90 €

Numérique, action publique et démocratie

Le CIRIEC (Centre International de Recherche et d'Information sur l'Économie Coopérative) nous propose ici un panorama mêlant expertises et expériences, d'un large regard qu'éclairent plusieurs focus plus « conceptuels ». Trois axes organisent cette belle somme : l'action publique, les services collectifs, la démocratie.
D'un abord aisé, on prendra la mesure de la data et de ses enjeux, du nouvel horizon des libertés individuelles et collectives, ou de la responsabilité des collectivités et pouvoirs publics dans cette « révolution ». La révolution informationnelle de Jean Lojkine trouve ici un nouveau développement, que chacun.e peut confronter à des rendez-vous quotidiens et forts concrets.
L'analyse précise et dialectique d'applications intruses dans la vie courante conforte notre vigilance. En particulier dans le champ des économies publiques ; en dans celui de l'économie sociale et solidaire.
C'est donc un vrai enjeu démocratique, qu'un dossier récent de *Cerises* a déjà mis en exergue, auquel nous avons « à faire face », à intégrer dans nos pratiques, personnelles comme collectives. Le numérique n'est pas (forcément) Big Brother. Ce peut être un levier d'une appropriation commune.
Des exemples, de l'argument, du concept : un bel ouvrage utile.

● **Patrick Vassallo**

« Numérique, action publique et démocratie » direction Philippe Bance et Jacques Fournier, éditions des Presses Universitaires de Rouen, 2021, 496 pages, 25 €



Rouges Estampes
Une enquête pendant la Commune de Paris

Le 1er mars 1872 à Brest, Raoul Avoir écrit à sa mère, du bateau qui va l'emmener en exil en Nouvelle Calédonie et lui raconte son engagement dans la Commune.
Raoul Avoir, artiste graveur, s'engage dans la Garde Nationale pour défendre Paris contre les prussiens. Pendant la Commune, il devient commissaire de police du 14eme arrondissement. Il remplit ses missions de maintien de l'ordre public et s'attache à résoudre une enquête à propos de plusieurs meurtres particulièrement horribles et dont la mise en scène est pour le moins étrange. La première femme assassinée est mise à nue et couverte de dessins. Le mystérieux meurtrier laisse des mots en japonais sur le corps de ses victimes.
Les épisodes de la Commune sont la toile de fond de cette enquête. Sa compagne Nathalie participe à l'Union des femmes. Quand la décision est prise de rendre l'école gratuite, laïque et obligatoire, elle devient institutrice et directrice d'une école.
Avec les séries de Tardi et Vautrin Le cri du peuple, celle de Raphaël Meyssan, Les Damnés de la Commune, Rouges Estampes constitue une lecture bien agréable à qui veut s'approprier l'histoire de la Commune s'il ne l'a déjà fait.

● **Sylvie Larue**

Rouges Estampes, Une enquête pendant la commune de Paris, Dessin Nicola Gobbi, Scénario Jean-Louis Robert et Carole Trébor, Éditions Steinkis, Mars 2021, 128 pages, 19 €

Tout le pouvoir à l'assemblée !

Le régime en place dans l'État espagnol est issu de « la transition démocratique ». Il s'agissait d'organiser sans heurt la succession de Franco, en intégrant au jeu politique les partis socialiste et communiste (PSOE, PCE) et les syndicats liés (Commissions ouvrières, UGT). Pour cela, ces organisations ont accepté le maintien de la clique franquiste dans les couloirs du pouvoir, le silence sur les morts, les tortures, les exils, les emprisonnements de la dictature, la non-prise en compte des revendications des peuples basques ou catalans par exemple. Le Pacte de la Moncloa, en 1977, scelle cet accord et promeut la paix sociale au nom de la démocratie. Mais revendications et besoins de la classe ouvrière, n'avaient pas disparu. Déjà présent dans les dernières années de la dictature, un mouvement « assembléiste » touche alors de nombreux sites de travail. C'est cette combativité, ces expériences de démocratie ouvrière que relate l'auteur dans ces 296 pages. Ces grèves dont l'animation était sous la responsabilité des assemblées de grévistes ont été combattues par une partie des forces dites progressistes. Ce livre contribue à leur redonner vie.

● **Christian Mahieux**

« Tout le pouvoir à l'assemblée ! Une histoire du mouvement ouvrier espagnol pendant la transition (1976-1979) », Arnaud Dolidier, Ed. Syllepse, juin 2021, 20 €

Occupé-e-s à changer le monde

Il est difficile de parler d'un mouvement en cours, surtout quand il est malmené, nié ou incompris. Les "occupations de théâtre" sont multiples, plurielles et difficilement résumables. Elles regroupent des présences plus ou moins nombreuses, des acteurs-actrices issues de divers milieux. En ce début de mois de juin, qui voit une vraie fausse réouverture des lieux, certaines s'enracinent, d'autres touchent à leurs fins et tentent de se réinventer, toutes réfléchissent à la suite.

J'expliquai ici (enfin j'essayai…) les raisons de cette lutte et les revendications. On découvre dans les réponses du ministère qu'apparemment Roselyne Bachelot ne lit pas *Cerises* (nous ne sommes pas vraiment surpris) mais qu'elle semble avoir raté la totalité des communiqués des différentes occupations. Il faut dire qu'en demandant, dans leurs principales doléances, le retrait de la réforme de l'assurance chômage les occupant-e-s, issu-e-s majoritairement du secteur culturel, n'étaient pas là où le ministère et les médias les attendaient. Les syndicats d'employeurs du privé, des lieux "labellisés" ou "publics" (Syndeac, Snsp…) ont eu beau s'époumoner en répétant que l'enjeu était la réouverture, rien n'y a fait. Et par un miracle de la persévérance, d'abord au travers des médias locaux puis plus nettement au niveau national, le débat sur cette réforme inique des indemnités chômages semble reprendre de la vigueur. Les membres du gouvernement ne se pressent pas pour défendre l'indéfendable et certains verraient sans doute d'un bon œil un retrait forcé par la plainte unitaire des syndicats. Ces occupations de théâtre semblent donc nous emmener bien loin des planches mais plus près du plancher des vaches. Et pourtant…

Quel que soit à présent l'issue de cette lutte, il y a d'autres points admirables dans ces occupations. Elles sont comme un relai pris sur un mouvement plus souterrain et bien plus global. D'une occupation de place à celle d'un théâtre, l'indignation portée contre les injustices et le tragique d'un monde qui tombe semble la même. Il y a un fil rouge qui relie ces colères et semble dire : ce n'est plus possible, ce monde-là est invivable. La jeunesse des occupant-e-s, qui à présent auront bien du mal à reprendre "une vie normale", témoigne de cette quête de sens qui traverse si fortement les dernières mobilisations (nuits debout, gilets jaunes, marches climat…).

Le monde du théâtre est, à vrai dire, un peu circonspect devant cette mobilisation. Même s'il y a autant de situations que de lieux, une conclusion semble s'imposer : ce qui bouge est profond, intime et politique. Durant des semaines, la raison même d'un théâtre populaire a été questionnée. Le sens de nos actes artistiques dans une société fracturée de toutes parts doit être remis sur l'établi de nos rêves. Les rencontres multiples entre activistes, responsables de lieux, précaires, jeunes artistes, sont aussi des graines pour demain et pour beaucoup il y a urgence afin que demain ne soit pas reporté à nouveau… Les semaines estivales seront pleines de surprises et sans doute les occupant-e-s sauront continuer à donner de la voix, une voie indocile pour dire notre quête d'humanité. ●

cerises
la coopérative

Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires …

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
http://plateformecitoyenne.net/cerises
https://ceriseslacooperative.info/